

## **Lettre de soumission concernant les options d'examen des quartiers de la ville d'Ottawa**

Le vendredi, 25 septembre 2020

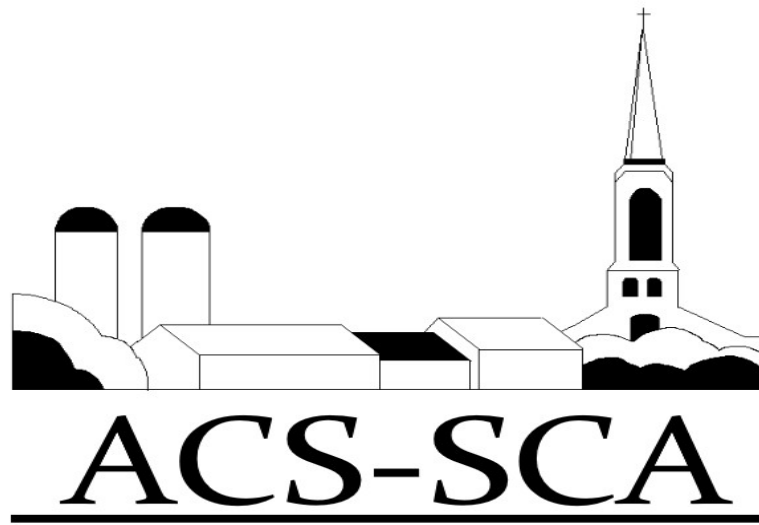
À qui de droit,

L'Association communautaire de Sarsfield (« ACS ») aimerait présenter des soumissions écrites concernant les options proposées par le groupe de consultation pour l'examen des limites de quartiers de la Ville d'Ottawa qui a présentement lieu.

Premièrement, les membres du comité exécutif de l'ACS sont extrêmement déçus de la façon que la première ronde s'est déroulée. Ce processus de consultation coûte énormément de fonds aux contribuables et de ne pas avoir prolonger la période de consultation en première ronde vu la pandémie globale et surtout du fait que les résidents du quartier 19 n'avaient pas de conseiller municipal en place pour véhiculer l'information, a fait en sorte que certains groupes ou particuliers qui auraient pu s'impliquer ne l'ont possiblement pas fait. Dans le cas de l'ACS, nous avons été avisés de la tenue de consultations pour la 2<sup>e</sup> ronde à l'été 2020, nous avons fait demande auprès du bureau de notre ancien conseiller à plusieurs reprises sans avoir de réponses et avons été avisés qu'il n'y avait pas de représentant du projet disponible pour pouvoir nous d'expliquer les impacts de ces changements et des options mises à l'avant. L'ACS n'a reçu l'information que récemment, ayant été omise malheureusement de la liste d'envoi de la Ville d'Ottawa, ce qui est vraisemblablement très décevant de la part de fonctionnaires de la ville.

Deuxièmement, les 6 options présentées lors de la 2<sup>e</sup> ronde n'offrent vraiment qu'un choix pour le quartier 19 de Cumberland, une amalgamation avec le quartier d'Osgoode. Il est décevant de faire partie d'un processus de 2<sup>e</sup> ronde où il n'y a réellement rien qu'un choix pour le quartier 19.

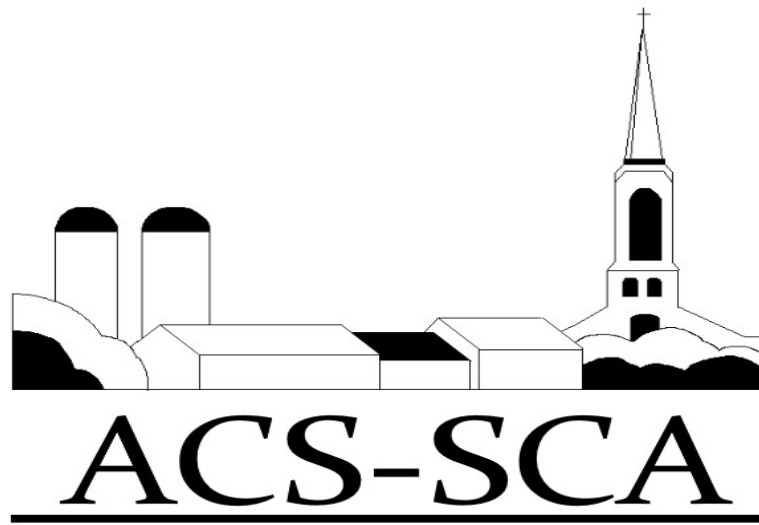
Il est tout aussi important de souligner que le choix de consultants unilingues anglophones laisse à désirer de la part d'une ville bilingue tel qu'Ottawa. La session de consultation portant sur les communautés rurales du 22 septembre dernier s'est conduite uniquement en anglais avec un service d'interprétation offert. La documentation n'a été présentée qu'en anglais lors de la présentation, et les questions en français devaient être présentées à l'avance. Ce qui est décevant étant donné l'impossibilité de présenter des questions dans notre langue officielle en temps réel.



Ceci nous amène à partager les préoccupations de l'ACS concernant les options des limites de quartier proposées. En particulier l'ACS aimerait souligner l'aspect francophone historique et culturel de notre communauté, la vision de la Ville d'Ottawa par rapport à la revitalisation des quartiers ruraux ainsi que l'apport du budget quant aux projets d'immobilisations pour les quartiers ruraux avec l'option d'amalgamation proposée d'un méga-quartier rural.

Pour commencer, il va sans dire que la Ville d'Ottawa ne peut renier l'aspect francophone historique et culturel du quartier 19. Une partie de ce quartier s'identifie à la culture francophone et une amalgamation de ce quartier ou partie de ce quartier avec une majorité anglophone ferait en sorte de diluer les francophones de ce quartier dans une plus grande population anglophone. L'objectif de la ville d'Ottawa est-il de faire en sorte que les francophones des quartiers ne revendiquent plus des services en français à la Ville d'Ottawa? Les services et communications auprès de la ville d'Ottawa sont déjà régulièrement très déficients et l'amalgamation proposée ne ferait qu'empirer ces services aux résidents.

De plus, la réponse de la consultante au projet, unilingue anglophone, lors de la session du 22 septembre dernier, en réponse à une question posée par un contribuable au sujet des critères pris en considération lors de l'évaluation des éléments pour la représentation équivalente au niveau de l'aspect francophone du quartier, a eu l'effet d'une gifle. En tant que contribuable francophone il est décevant et aberrant que l'aspect francophone du quartier n'ait pas été pris en considération étant donné que selon cette consultante il n'y a pas assez de francophones dans le quartier pour le désigner francophone et que ceci n'est pas une question de faire ses « emplettes » en français mais de désigner les limites d'un quartier. Il va sans dire qu'en cette journée des franco-ontariens et franco-ontariennes nous ne devrions pas avoir à vous rappeler qu'il y a plus de 600,000 francophones dans la province de l'Ontario dont plus de 40% vivent et habitent en français dans la Ville d'Ottawa, que ceux-ci ont des droits et que la culture francophone est très présente et vivante à l'intérieur de nos communautés rurales et suburbaines. Comment est-ce qu'une consultante anglophone peut prétendre connaître le caractère non-existant de la culture francophone dans notre quartier malgré que ceci soit un élément d'évaluation de la représentation équivalente ? Lors des diverses questions posées aux consultants lors de soirées d'information, les réponses sont demeurées vagues et donc, à cet effet, nous demandons une réponse claire concernant les critères ayant été consultés par rapport à l'évaluation des éléments de la représentation équivalente relativement à l'aspect francophone du quartier quant à son histoire et ses communautés d'intérêts. La francophonie est une culture vivante dans cette ville et il va sans dire que plusieurs décisions de la Cour suprême du Canada, certaines même très récentes, rappellent que nos droits équivalents en tant que francophones à plusieurs égards tant au niveau de l'éducation, la santé et

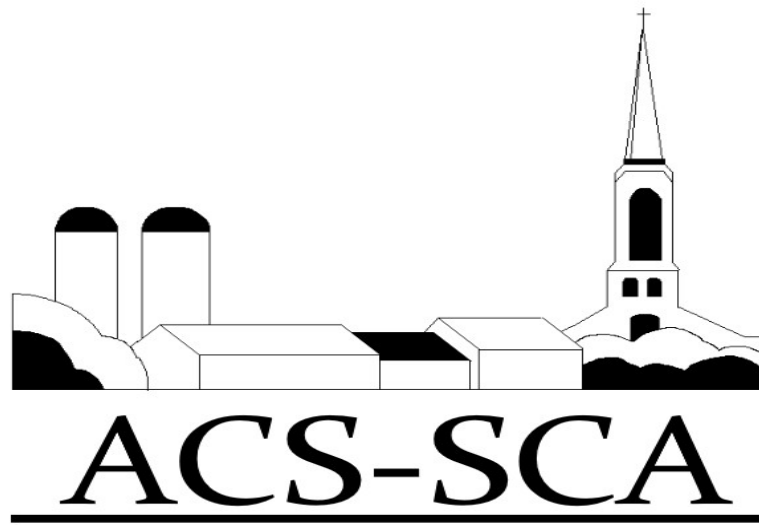


des services offerts par divers paliers de gouvernement doivent être respectés. La dilution de la population dans un quartier majoritairement anglophone ne ferait que creuser le fossé entre les communautés et certainement causer des injustices à certaines communautés majoritairement francophones.

Pour continuer, il est évident que le partage d'un quartier, tel que le quartier 19, entre une population rurale (environ 15,000 résidents – 30%) et suburbaine (environ 35,000 résidents – 70%), fait exception dans le paysage municipal de la ville d'Ottawa. Le village de Sarsfield, avec une majorité de résidents francophones, est le village le plus à l'est de la Ville d'Ottawa. Il est certain que l'expansion du secteur suburbain à l'est d'Orleans dans le secteur rural a fait en sorte que les services offerts dans certains secteurs ruraux ont été affectés. Nous sommes d'avis que notre quartier devrait être amalgamé avec une majorité rurale afin de préserver l'aspect rural du quartier mais que ceci devrait être fait sans évidemment sacrifier la culture francophone de cette population rurale. À cet effet, il serait pertinent de connaître ce que la ville projette pour le village de Sarsfield pour les années à venir? Quelle est la vision rurale de la ville d'Ottawa, de préserver l'aspect rural et limiter la population? Est-ce qu'il y a un plan de revitaliser les villages ruraux pour encourager la croissance des villages? Il est certain qu'avec le manque de services dans les communautés rurales, la croissance de la population n'est pas encouragée donc à quel point la Ville d'Ottawa est-elle prête à ne plus jouer à l'autruche et faire en sorte que ces communautés reçoivent des services équivalents auquel ils ont droit?

L'ACS suggère donc soit la création de 4 quartiers ruraux ou la création d'un quartier rural au sud-est de la Ville d'Ottawa à partir de l'est de la rue Frank Kenny jusqu'aux limites du village de Sarsfield (chemin Canaan), puis au sud du village de Vars jusqu'à la 417 et au chemin Marionville puis vers l'ouest à la rue Bank (Hwy 31). Ceci ferait en sorte de créer un quartier rural et garder l'aspect francophone de la ville sans trop diluer la population francophone avec la communauté d'Osgoode et des environs.

Une autre préoccupation partagée par le conseiller Derouze lors de la session du 22 septembre dernier, serait à l'effet que la création d'un quartier rural Cumberland-Osgoode ferait en sorte qu'un quart des routes de la ville d'Ottawa serait dans ce quartier. Les consultants du projets ont indiqué que le budget n'était pas en question dans cette évaluation, mais en tant que contribuables, vivant dans un quartier où les routes sont dans un piètre état, nous sommes préoccupés par l'éventualité d'avoir un budget encore plus déficient dans l'éventualité de la création de ce quartier. Comment la ville va-t-elle faire un partage équivalent des budgets d'immobilisation surtout dans le cas d'un méga-quartier rural ayant une population ayant besoin d'infrastructures qui deviennent de plus en plus déficientes et désuètes par des années de manque de financement.



En espérant que le comité va prendre ces commentaires en considération et revenir avec des options pour la communauté rurale du quartier 19 et non pas une seule option.

Nous demeurons disponibles pour discuter avec vous de nos préoccupations et de l'étude en cours.

Bien à vous,

Caroline Etter  
Présidente de l'Association communautaire de Sarsfield  
[carolineetterconsulting@rogers.com](mailto:carolineetterconsulting@rogers.com)  
613-203-1589

Membres du comité exécutif

Nadine Dagenais-Dessaint

Robert Dessaint

Stéphanie Deguire

Anne Léger

Daniel Dugas

Caroline Galand